ACCORD-CADRE SUR LE DOSSIER NUCLÉAIRE IRANIEN

Un compromis historique

Un accord-cadre sur le dossier nucléaire iranien a été conclu ce jeudi 2 avril à Lausanne en Suisse, avec les pays du «5+1» (Etats-Unis d'Amérique, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne).

L'Iran et les grandes puissances se sont entendus sur la signature d'un accord sur le nucléaire iranien d'ici au 30 juin prochain.

L'annonce couronne ainsi plusieurs rounds de négociations intenses et difficiles de l'Iran avec les Etats-Unis avec lesquels l'Iran n'entretient pas de relations diplomatiques, et le «Groupe 5+1».

Un réel marathon diplomatique où les négociateurs ont discuté durant huit jours, pour parvenir à arracher un compromis historique. Ils se sont enfin mis d'accord sur les «paramètres clés» d'un futur accord définitif pour résoudre le dossier du nucléaire iranien. Selon la déclaration conjointe, citée par l'AFP, les experts politiques et techniques vont rédiger, d'ici fin juin, un plan d'action global, avec des annexes techniques en détail.

L'Union européenne et les Etats-Unis vont respectivement mettre fin à leurs sanctions économiques et financières contre l'Iran, si Téhéran respecte tous ses engagements sur le nucléaire. Elle doit limiter fortement son programme nucléaire pour mettre hors de portée la bombe atomique. L'Iran ne comptera ainsi que l'usine d'enrichissement de l'uranium à Natanz. Il participera à la coopération internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire à des fins civiles, qui comprend l'approvisionnement de l'électricité et de réacteurs pour la recherche. La sûreté et la sécurité nucléaires constituent un autre domaine important de la coopération.

Photo : DR

Un accord-cadre historique âprement négocié.

Le compromis des négociations stipule des règlements stricts à propos du développement pacifique du nucléaire iranien. Il s'agit notamment de la capacité et du niveau d'enrichissement de l'uranium que l'Iran serait autorisé à détenir et du volume des stocks d'uranium que Téhéran pourra conserver. Egalement le type de recherche et développement sur l'atome que la République islamique pourra entreprendre.

Après cet accord-cadre historique âprement négocié depuis 18 mois, l'Iran et les grandes puissances devront désormais se pencher sur le règlement des difficiles détails techniques en vue de parvenir à un accord définitif avant la date butoir du 30 juin prochain.

Ry. N.

YÉMEN

L'offensive rebelle ralentie par les raids, Al-Qaïda profite du chaos

L'opération militaire arabe menée par l'Arabie Saoudite au Yémen a ralenti la progression des rebelles chiites dans ce pays où les combats ont fait plus de 500 morts en deux semaines.

Profitant de la situation chaotique, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa) a pris hier vendredi le contrôle partiel de Moukalla, chef-lieu de la province Hadramout dans le sud-est du pay, où il est fortement implanté.

Soumis à d'intenses bombardements nocturnes de la coalition à Aden, la deuxième ville du Yémen située dans le sud, les rebelles houthis et leurs alliés, des militaires fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh, ont dû battre en retraite du palais présidentiel qu'ils avaient pris la veille.

Au sol, ils font face aux combattants des «Comités populaires», une force paramilitaire soutenant le président Abd Rabbo Mansour Hadi qui a dû quitter précipitamment son fief d'Aden fin mars pour se réfugier en Arabie Saoudite.

Ce dernier a succédé en 2012 à M. Saleh, poussé au départ par une contestation populaire après plus de trois décennies au pouvoir. Il est soupçonné d'avoir aidé les rebelles, liés à l'Iran chiite, dans leur offensive lancée en septembre 2014 et qui leur a permis de s'emparer de vastes régions dont la capitale Sanaâ.

Le royaume sunnite saoudien, qui a une longue frontière avec le Yémen, a lancé le 26 mars avec plusieurs pays arabes l'opération «Tempête décisive» pour empêcher selon lui les Houthis de prendre le pouvoir et l'Iran d'étendre son influence dans la région.

«Les Houthis et leurs alliés se sont retirés avant l'aube du palais présidentiel Al-Maachiq après des raids aériens de la coalition et de violents affrontements avec les Comités populaires», a déclaré à l'AFP un responsable.

Après la prise du palais, un symbole de l'Etat, de violents combats les ont opposés aux forces pro-Hadi, selon des sources de sécurité et militaire.

Les rebelles se sont alors repliés à Khor Maksar, un quartier voisin, où 12 des leurs ont été tués dans une attaque. Des snipers tiraient sur la ville depuis une montagne voisine, selon des habitants.

Parachutages d'armes et de vivres

Des accrochages se poursuivaient par intermittence dans les quartiers proches du palais et de l'aéroport d'Aden, bombardé dans la nuit par des navires de guerre de la coalition, selon des sources militaires.

La coalition, qui concentre ses raids dans la nuit, a en outre procédé au parachutage près du port d'Aden de munitions et d'armes, dont des kalachnikovs, des fusils de snipers et du matériel de télécommunication, selon une source portuaire. Elle a précisé qu'un stock de vivres et de médicaments avait été acheminé à Aden par bateau et non par parachutage, comme annoncé dans un premier temps.

Dans la province voisine d'Abyane, 11 rebelles ont péri hier dans une embuscade tendue par des membres des Comités populaires près de Loder, une localité sous contrôle des milices, selon des paramilitaires.

Des dissensions sont apparues au sein des forces armées, ralliées aux rebelles. Des militaires de la 17e brigade d'infanterie, déployée près du détroit stratégique de Bab Al-Mandeb, à l'embouchure de la mer Rouge, «se sont rebellés contre leur commandant, le général Mohamed al-Sabbari, qui s'est rallié cette semaine» aux Houthis, a déclaré à l'AFP un officier de cette unité, faisant état d'accrochages au sein de la brigade.

En deux semaines, avec l'avancée des rebelles vers Aden, les combats au Yémen ont fait 519 morts et près de 1 700 blessés, a indiqué la responsable des opérations humanitaires de l'ONU Valérie Amos, en se disant «extrêmement inquiète» pour la sécurité des civils.

«Djihad contre les chiites»

Avec la désorganisation des structures de l'Etat et le désordre qui règne au sein des forces gouvernementales, Aqpa, la branche la plus dangereuse du réseau extrémiste sunnite, a procédé à une démonstration de force dans le sud-est du pays.

Photo : DR

Des partisans du mouvement houthi brandissant leurs armes à Sanaâ pour manifester contre les raids de la coalition, le 1er avril 2015.

Quelque 200 à 300 combattants d'Aqpa se sont déployés dans le centre et des quartiers de l'ouest de Moukalla où ils ont installé des points de contrôle, surmontés de la bannière noire du réseau, ont rapporté des habitants.

Après leur entrée jeudi à Moukalla où ils ont libéré 300 détenus en donnant l'assaut à la prison centrale, des membres d'Aqpa ont, selon des habitants, lancé depuis des mosquées des appels «au djihad contre les chiites», confirmant le risque d'une guerre confessionnelle dans ce pays pauvre de la péninsule Arabique.

Ennemis jurés mais tous deux hostiles au pouvoir de M. Hadi, les Houthis et Al-Qaïda s'étaient violemment affrontés ces derniers mois.

SYRIE

Al-Qaïda avance vers une base militaire-clé

Des combattants d'Al-Qaïda et leurs alliés menaient hier vendredi une bataille pour la capture de la plus importante base militaire du régime syrien dans la province d'Idleb (nord-ouest), près d'une semaine après la prise de la ville éponyme, selon une ONG.

Le 28 mars, le Front Al-Nosra, soutenu par des groupes islamistes rebelles, a pris la grande ville d'Idleb, un revers pour le régime qui vient s'ajouter à d'autres défaites cette semaine, comme la perte du principal poste-frontière avec la Jordanie, dans le sud du pays.

«De violents combats se déroulent depuis la nuit de jeudi entre l'armée et ses supplétifs d'une part, Al-Nosra et ses alliés comme les groupes islamistes Ahrar al-Cham et Jound el-Aqsa d'autre part, aux abords de la base de Mastouma», à 7km au sud de la ville d'Idleb, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). «C'est la plus grande des bases du régime dans la province d'Idleb», selon Rami Abdelrrahmane, le directeur de l'OSDH. Selon lui, «Al-Nosra et les rebelles ont mené une attaque préventive contre cette base car c'est là que le régime envoie des renforts en vue de reprendre la ville d'Idleb».

Une source syrienne sur le terrain du côté loyaliste a confirmé que le camp était «la plus importante base du régime dans la région d'Idleb» et que l'armée envoyait «des renforts depuis des jours pour se concentrer dans cette base». D'après M. Abdelrrahmane, si les rebelles parviennent à prendre la base de Mastouma, ils menaceront directement les deux localités chiites de Foua et de Kefraya, aux mains du régime.

Dans cette province frontalière de la Turquie, le régime ne contrôle plus que Mastouma, d'autres bases moins importantes, l'aéroport d'Abou el-Douhour et quelques localités. Sur un autre front, le groupe extrémiste Etat islamique (EI) avançait de nouveau hier dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, dans le sud de Damas.

L'EI, qui n'a jamais été aussi proche du cœur de la capitale, a lancé l'assaut contre ce camp mercredi dernier en riposte à l'arrestation de certains de ses membres par les groupes palestiniens du camp.

Repoussé dans un premier temps, les djihadistes progressent depuis jeudi, provoquant un déplacement des civils au sein du camp assiégé par le régime syrien depuis plus d'un an.